

Questions orales

● (1440)

[Français]

LES FINANCES

LA VÉRACITÉ DES CHIFFRES PUBLIÉS AU QUÉBEC
RELATIVEMENT AUX FONDS VERSÉS À LA PROVINCE PAR
LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre des Finances.

Pourrait-il confirmer ou nier, selon le cas, la véracité des chiffres publiés au cours de la dernière campagne électorale au Québec, relatifs au bilan des sommes d'argent perçues et dépensées par le gouvernement fédéral dans le Québec, entre les années 1946 et 1971?

M. l'Orateur: L'honorable député reconnaîtra qu'il y a deux faiblesses à sa question. La première, évidemment, est qu'il invite le ministre à confirmer ou à infirmer une déclaration faite en dehors de la Chambre. L'autre difficulté que je vois, c'est que cette question pourrait être facilement inscrite au *Feuilleton*.

M. Matte: Monsieur le président, on me permettra de poser une question précise au ministre des Finances.

Des fonctionnaires de son ministère ont-ils reçu des demandes venant de la province de Québec, à l'effet de clarifier le bilan des dépenses et des sommes d'argent perçues dans la province de Québec, entre les années 1946 et 1971?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur.

* * *

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE COÛT DU MAZOUT ET DU GAZ ET LES AUTRES
DÉPENSES MÉNAGÈRES—LES RÉPERCUSSIONS SUR
L'EXPANSION ÉCONOMIQUE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à celle du député de Don Valley. En ce qui concerne la déclaration du ministre sur l'expansion économique, le ministre croit-il que la plus grande proportion du revenu des particuliers dépensée pour le mazout et le gaz va provoquer une baisse des dépenses dans d'autres secteurs de l'économie et que cette baisse réduirait à son tour le taux d'expansion économique et accroîtrait le chômage?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la conclusion qui découlerait de la question du député n'est pas, selon moi, une suite logique de son préambule.

M. Alexander: Le ministre pourrait-il nous dire quelles seront les répercussions de la hausse de prix des produits énergétiques sur la croissance envisagée du produit national brut? Le ministre peut-il répondre à cette question?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je pense que la Chambre sera mieux en mesure de juger de cela par elle-même après la déclaration de mon collègue demain.

[M. Macdonald (Rosedale).]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LES NÉGOCIATIONS AVEC LE QUÉBEC ET LES MARITIMES
AU SUJET DE LA HAUSSE DU PÉTROLE BRUT
VÉNÉZUÉLIEN

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre a-t-il eu des entretiens avec les gouvernements du Québec et des quatre provinces atlantiques au sujet de mesures à prendre pour contrebalancer la hausse du prix du pétrole vénézuélien importé au Canada, hausse qui va naturellement augmenter le prix à la consommation du mazout et de l'essence dans ces provinces?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, j'ai conféré avec quelques-uns de ces gouvernements mais non avec tous. Je devrais peut-être remettre à demain toute nouvelle réponse à ce sujet.

LE PÉTROLE—LES ENTRETIENS AVEC LE QUÉBEC AU
SUJET DE L'AMÉNAGEMENT DE SUPERPORTS SUR LE
SAINT-LAURENT

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources? Étant donné que le gouvernement a pour politique à l'heure actuelle de remplacer le pétrole étranger par du pétrole canadien dans l'Est du Canada, le ministre peut-il dire à la Chambre si des consultations ont eu lieu entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec pour décider si, en raison de cette nouvelle politique, les superports projetés dans le Saint-Laurent sont encore nécessaires?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, on en a discuté lors de la réunion de septembre avec les deux ministres québécois.

* * *

L'AGRICULTURE

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA
DEMANDE D'EMBARGO SUR L'IMPORTATION DE BÉTAIL
GRAS AMÉRICAIN

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Agriculture si, en raison de la profonde incertitude qui existe parmi les éleveurs de bétail, comme nous pouvons nous en rendre compte par les discussions des éleveurs, actuellement réunis en congrès à Regina, le gouvernement a décidé de mettre un embargo ou d'appliquer un contingent extrêmement restrictif sur l'importation au Canada de bétail gras américain?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur l'Orateur. La question est encore à l'étude.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, elle est à l'étude depuis assez longtemps. La semaine dernière, la quantité de bétail importée des États-Unis a été la plus considérable depuis très longtemps. Je pense que le chiffre dépassait 20,000. Étant donné que la moitié des bêtes abattues au Canada sont d'origine américaine, quand pouvons-nous compter qu'une décision sera prise, parce que les éleveurs